



Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°27 du 7 juillet 2017

Au sommaire :

- Construire un parti des travailleurs, Lutte ouvrière, le NPA et nous... - Yvan Lemaitre
- La prétendue croissance ou les spéculations anesthésiantes de Macron - Daniel Minvielle
- Révolution russe, des Thèses d'avril aux journées de juillet, leçons de tactique révolutionnaire - François Minvielle

Construire un parti des travailleurs, Lutte ouvrière, le NPA et nous...

Le tournant politique dont les élections ont été la sanction, l'effondrement du PC, la dynamique de La France Insoumise, les nouvelles attaques mises en route par Macron, plus généralement l'évolution du capitalisme mondialisé, posent au mouvement révolutionnaire une série de questions qui méritent discussion.

De ce point de vue, on pourrait se réjouir que Lutte ouvrière ait le souci de débattre avec le NPA. Dans le dernier numéro de *Lutte de classe*, elle publie un article intitulé « *Le NPA à la recherche d'une politique* ». Il est cependant difficile de dire qu'il s'agit d'une réelle volonté de discussion tant les faits sont déformés et les raisonnements caricaturés d'un point de vue unilatéral.

Ainsi quand LO écrit, évoquant les difficultés de la direction à assumer les décisions du CPN de présenter le maximum de candidats possibles aux législatives - « *Les mêmes réticences s'étaient déjà exprimées à propos de l'élection présidentielle. Si l'on en croit le compte rendu publié dans l'Anticapitaliste n° 368, c'est par 31 voix contre 28 et 10 abstentions que le CPN de janvier a entériné la candidature de Philippe Poutou. On fait plus enthousiaste !*

 » - elle déforme la réalité.

Les réticences étaient bien réelles mais les informations sont fausses. La candidature de Philippe Poutou a été décidée par une très large majorité digne d'un congrès de LO lors de la conférence nationale présidentielle du NPA et le CPN qui a suivi.

La discussion est nécessaire mais elle suppose de ne pas caricaturer les faits et les raisonnements, ni de les schématiser ou tronquer, ou d'avoir recours à des raccourcis qui masquent la réalité. Malheureusement, LO s'enferme

dans cette pratique qui vise plus à blinder ses propres militants qu'à discuter concrètement.

Retour sur les ambiguïtés du NPA

Les ambiguïtés et confusions du NPA sont évidentes, elles se sont manifestées tout au long de la campagne et ont affaibli la portée de celle-ci. Elles se sont très nettement exprimées lors des législatives dans le peu de candidats que le NPA a pu présenter, la difficulté d'une partie de l'organisation à appliquer la décision d'appeler à voter LO là où nous ne présentions pas de candidats, comme l'empressement à appeler à voter pour LFI ou le PC au deuxième tour.

Ce qui fait dire à LO au sujet des camarades qui ont eu cette politique, « *ces militants ne sont pas seulement hostiles à des rapports privilégiés avec Lutte ouvrière, qu'ils qualifient, dans un texte publié dans ce même numéro de l'Anticapitaliste, « d'inflexion inquiétante » et « d'axe contre-productif ». Ils semblent hostiles à l'idée même de présenter des candidats autonomes du NPA pour défendre sa propre politique. [...] Ces militants écrivent : « Nous vivons la fin d'une période, [...] un bouleversement total » et « ce que nous avons devant nous n'est rien moins que de refonder un projet politique, social, idéologique, radicalement alternatif au capitalisme dans toutes ses dimensions ordolibérale, productiviste, sécuritaire, raciste, sexiste... Cette tâche ne peut être accomplie qu'avec celles et ceux qui sont les animateurEs des mouvements sociaux, qui se battent au jour le jour avec détermination contre l'un de ces aspects néfastes.* »

Changer de projet à chaque changement de période politique, c'est se laisser ballotter par les événements sans pouvoir agir sur eux. »

LO poursuit : « *C'est déjà ce type de raisonnement qui avait présidé à la naissance du NPA en 2009, conduisant ses fondateurs à abandonner les références au trotskyisme, voire au marxisme, pour ouvrir largement les portes et les fenêtres, accueillir des libertaires, des écologistes, etc., théorisant qu'un parti ne saurait être ni une avant-garde ni une boussole politique mais un vague outil.* » Il y a là une caricature du projet du NPA. Même s'il n'était pas sans ambiguïtés ni confusion, il cherchait néanmoins à répondre à un problème que le mouvement révolutionnaire ne peut ignorer comme semble le faire LO. Comment avancer vers ne serait-ce que l'embryon d'un parti révolutionnaire de masse en sortant le mouvement révolutionnaire de sa marginalité ?

C'est de ce point de vue que la discussion devrait se mener. Lutte ouvrière en son temps se l'était elle-même posé après l'élection présidentielle de 1995 lorsqu'Arlette Laguiller réalisa 5,3 %. Une page que la direction a tournée apparemment sans retour. Et son seul souci semble bien de prendre argument des erreurs et faiblesses du NPA pour conforter les clivages.

Une caricature pour le moins malhonnête

Après avoir reconnu que « *tous les militants du NPA ne sont pas aussi viscéralement hostiles à Lutte ouvrière* », LO écrit : « *En réalité, la politique générale du NPA, toutes tendances confondues, reste la recherche de l'unité, non pas principalement avec Lutte ouvrière mais avec toutes les composantes de la gauche dite radicale.* Ainsi l'*éditorial de l'Anticapitaliste du 18 mai affirme-t-il* : « *Il nous faut porter l'idée d'un élargissement et d'un dépassement des forces de l'extrême gauche et de la gauche radicale, mais aussi et surtout la convergence des forces inorganisées des luttes, des luttes du salariat mais aussi de celle pour l'égalité des droits et celles de nouveaux terrains comme la justice climatique.* »

Toutes tendances confondues, vraiment ? LO sait bien que cela n'est pas vrai. Quel besoin a-t-elle de ne pas dire la vérité si ce n'est qu'elle souhaite plus disqualifier aux yeux de ses propres camarades le NPA que discuter avec lui et... ses différentes tendances...

La suite en est l'illustration. « *Interrogé le 8 juin par Laurence Ferrari sur CNews, Olivier Besancenot a d'ailleurs lancé un appel « à la France insoumise, au Parti communiste, à Lutte ouvrière, aux organisations libertaires et peut-être même au Parti socialiste » pour une réunion unitaire contre la loi Macron. On se retrouvera peut-être aux côtés de ces partis dans de futures mobilisations contre les attaques du gouvernement. Mais leur proposer de faire un front politique face à Macron, c'est affirmer que tous ces partis se valent ; c'est aider les politiciens qui les dirigent à rebâtir une nouvelle mouture de la gauche réformiste, au moment où les travailleurs sont en train de la rejeter parce que, au pouvoir, elle les a trahis, attaqués, écœurés.* » Je ne partage pas l'insistance d'Olivier Besancenot et de la majorité dont il fait partie à invoquer en permanence l'unité mais affirmer que cela revient à dire que tous ces

partis se valent pour justifier qu'il n'y a pas de politique à avoir vis-à-vis d'eux est une autre histoire.

Une telle affirmation ne repose sur aucune déclaration et ne règle pas la question de la nécessité de s'adresser aux forces qui veulent empêcher la réforme du code du travail.

Front social, Front social et démocratique, ou front anticapitaliste et révolutionnaire

« *Les travailleurs ont incontestablement un gouvernement de combat en face d'eux*, écrit Lutte ouvrière. Mais il ne dépend ni des militants révolutionnaires ni même des confédérations syndicales, le voudraient-elles, de déclencher les luttes d'ampleur nécessaire pour « *inverser le rapport de force* ». » Là encore, c'est vrai et c'est faux. Nous ne faisons pas plus la théorie de la spontanéité des masses que de l'omnipotence des organisations préférant analyser concrètement une situation concrète dans laquelle le niveau de conscience, de révolte, de confiance des masses n'est pas sans rapport avec la politique de leurs organisations y compris celle des organisations révolutionnaires.

« *Il ne pourra y avoir un « front pour défendre dans l'unité nos droits » que lorsque des millions de travailleurs et de jeunes seront mobilisés. Et ce qui sera décisif, vital, c'est qu'à ce moment-là, les travailleurs trouvent des idées, un programme de lutte, qui correspondent aux intérêts de leur classe. Il faudra qu'ils se battent pour les objectifs communs de leur classe, qu'ils se battent par exemple pour imposer leur contrôle sur la marche des entreprises, sur les comptes et les décisions des capitalistes, et pas pour réclamer au gouvernement une politique industrielle ou des mesures protectionnistes avec des taxes à l'importation ou, pire, le rejet des travailleurs détachés. Or toutes ces idées dangereuses et réactionnaires sont actuellement défendues au sein de la classe ouvrière, et pas seulement par les partisans du Front national* ». On retrouve là encore le raisonnement unilatéral de LO, mécanique : les travailleurs entrent en lutte et nous sommes là pour défendre le bon programme ! C'est une vue de l'esprit.

Nous ne partageons pas le volontarisme qui s'affirme indépendamment du niveau de conscience du plus grand nombre et, d'une certaine façon, prétend se substituer à lui comme il s'exprime pour beaucoup dans la démarche du Front social. Nous ne sommes pas d'accord non plus avec les tenants d'un Front social et politique ou social et démocratique qui reprennent les vieux raisonnements réformistes qui combinent une opposition parlementaire à une opposition dans la rue au service de la première.

Les deux démarches d'ailleurs se rejoignent pour flatter l'apolitisme qui domine dans bien des milieux syndicaux et qui s'accompagne de pseudos débats sur la forme parti, paraît-il, dépassée.

Dire cela ne signifie pas que nous ne devons pas mener une politique pour œuvrer au regroupement des militants syndicalistes qui veulent rompre avec le dialogue social sur des bases d'indépendance de classe ni nous adresser aux militants et sympathisants de LFI ou du PC.

La lutte passe par des regroupements, des alliances comme, par exemple, en ont pris l'initiative des camarades de PSA.

Une telle démarche implique une politique visant à rassembler les forces du mouvement révolutionnaire.

Retour sur la campagne présidentielle

Lutte ouvrière poursuit : « *La raison d'être des militants révolutionnaires, c'est que dans la prochaine période de montée des luttes les travailleurs trouvent sur leur chemin des militants compétents, se plaçant clairement sur le terrain de la lutte de classe. Dans de telles périodes, il y a une accélération de la prise de conscience. Dans de telles périodes, la classe ouvrière fournira des militants par centaines, par milliers. Mais, pour qu'ils soient en mesure d'incarner les intérêts de leur classe, et plus généralement de toute la société, il faut qu'existent les idées, le programme qui exprime ces intérêts, qui n'est pas suspendu en l'air mais incarné par des femmes et des hommes conscients. [...] Notre tâche actuelle est de trouver et de former de tels militants. C'était l'objectif de la campagne de Nathalie Arthaud, différente en la matière de celle de Philippe Poutou. Dans une tribune publiée le 28 avril sur le site du NPA, Isabelle Ufferte et Yvan Lemaître l'ont bien noté, même s'ils en tirent une conclusion rigoureusement inverse. Ils écrivent à propos de Philippe Poutou : « Sa force a été d'être, sur la scène politique, l'ouvrier dans lequel des milliers d'autres salariés se sont reconnus, en rupture avec le système et ses rites, la faiblesse de Nathalie a été de tenir un discours par trop formaté, même si souvent son argumentation était plus serrée, plus structurée que celle de Philippe. »*

Pour ces militants, « trop formaté » signifie que Nathalie Arthaud a utilisé un vocabulaire de classe, des raisonnements marxistes, qu'elle a parlé d'exploitation, de bourgeoisie et qu'elle a fait référence à l'héritage et aux références du mouvement ouvrier, sans cacher nos perspectives communistes. En clair, elle a cherché à faire réfléchir les travailleurs sur les responsables de la crise, sur les voix et les moyens de combattre les capitalistes.

Quand Philippe Poutou a consacré une large part de son temps de parole à dénoncer « les politiciens professionnels déconnectés de la vie des gens normaux », cultivant face à eux son personnage d'ouvrier insolent, Nathalie Arthaud a voulu démasquer, derrière les politiciens qui occupent le devant de la scène, les capitalistes qui dirigent réellement la société. Sa préoccupation était d'élever le niveau de conscience des travailleurs, pas d'être une simple caisse de résonance de leurs colères ou de leurs frustrations. »

Lutte ouvrière caricature la campagne du NPA et fait semblant de ne pas comprendre notre remarque pour nous faire une petite leçon bien « formatée » comme on les aime tant à LO, une leçon hors sujet. Nous l'avons écrit et réécrit durant la campagne discutant de la « complémentarité » des deux campagnes du point de vue de notre « solidarité » pour souligner que les limites de nos campagnes renvoient à notre commune difficulté à rendre crédible notre projet révolutionnaire, à en parler en prise avec le

monde d'aujourd'hui en nous dégageant d'une simple dénonciation et d'une proclamation qui ne convainc pas parce qu'elle n'a pas de prise sur les consciences.

Elever le niveau de conscience exige un discours qui ne soit pas formaté mais en prise avec la révolte, les sentiments, la perception du monde du plus grand nombre. De ce point de vue, nos deux campagnes étaient complémentaires mais... insuffisantes.

Un parti communiste révolutionnaire ou un parti des travailleurs ?

Plutôt que de prendre en compte sérieusement les questions, Lutte ouvrière préfère afficher son autosatisfaction. Après avoir évoqué « *la satisfaction, pour notre part, d'avoir pu faire entendre les intérêts politiques des travailleurs* », Lutte ouvrière renvoie « *notre faible score* », celui de Nathalie et de Philippe, à « *avant tout l'état de notre classe, le manque de confiance des travailleurs dans leur force collective. Il résulte des décennies où les organisations ouvrières ont méthodiquement remplacé la conscience de classe par les valeurs républicaines, la lutte de classe par le vote utile en faveur de la gauche, puis de la droite sous prétexte de « barrer la route à l'extrême droite », l'internationalisme par le nationalisme.* » Avant tout, oui, peut-être mais pas seulement. Comment ne pas s'interroger sur nos propres responsabilités, celles de la LCR, celles du NPA, oui, certainement et celles de LO, oui, certainement aussi. Les reculs de l'ensemble de l'extrême gauche, ceux de LO aussi, n'incomberaient qu'aux seuls travailleurs, la réalité objective aurait raison de nous.

Pourtant, aujourd'hui, Lutte ouvrière est bien obligée de reconnaître « *en effet, que « nous vivons la fin d'une période ». Le mouvement ouvrier conscient est aujourd'hui en miettes, profondément déboussolé. Tout est à reconstruire. Mais la question qui se pose est de savoir sur quelle base politique on reconstruit et comment on s'y prend.* »

C'est bien là la discussion et elle ne peut se mener à coup d'exclusions et d'exclusives.

Il y a une autre question contenue dans celle que pose LO, c'est pourquoi nous avons été entraînés dans cet effondrement du « *mouvement ouvrier conscient* ».

La question est d'importance parce qu'elle conditionne les réponses à comment on reconstruit.

« *Pour nous, poursuit LO, la base politique c'est celle du communisme, autrement dit du renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, au sens large, avec toute sa variété et ses multiples statuts, seule force sociale capable de faire cette révolution, car elle existe partout sur la planète, car elle fait fonctionner toute l'économie et n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes. [...] La tâche concrète de l'heure est d'implanter ces idées dans les entreprises, dans les quartiers, dans la jeunesse populaire ou intellectuelle, de regrouper les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans ce programme, de trouver et surtout de former des militants, pour rendre ces idées vivantes, concrètes et assurer leur transmission.* »

On le voit bien, la référence au trotskysme, au communisme aussi légitime soit-elle n'a pas suffi. Le contenu historique du trotskysme est dépassé au regard de l'effondrement de l'ex-URSS, il n'a pas été en soi une garantie dans le passé, il l'est encore moins aujourd'hui. Le communisme est une proclamation dont le contenu est pour le moins confus entre celui que lui donne le PC, la Corée du Nord ou la Chine... L'histoire donne aux mots des contenus et des sens qui l'emportent sur leur sens originel.

Cela est tout aussi vrai du marxisme.

Alors que faire ?

Il n'y a pas de réponses toutes faites mais un combat. Le mener du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, c'est entendre la critique des faits plutôt que d'invoquer les faiblesses ou les erreurs des autres pour entretenir une « *satisfaction* » qui n'a guère de raison d'être.

Reconstruire, c'est faire l'état des lieux, des forces, tisser des liens démocratiques avec l'ensemble du mouvement, développer une large propagande, vivante, sur l'actualité des perspectives socialistes et communistes, discuter avec les militantes et militants du mouvement ouvrier de l'impasse des idées réformistes, des causes de l'échec du mouvement ouvrier et de nos raisons d'espérer, des raisons objectives et subjectives qui font de la perspective révolutionnaire la seule qui puisse répondre à la crise globale de la société capitaliste...

Nous inscrire dans la continuité du mouvement révolutionnaire, communiste, trotskiste, du marxisme, ne nous épargnera pas le travail collectif pour refonder le projet, la perspective révolutionnaire. Le communisme disait Marx, c'est le mouvement même de la société, faut-il encore l'illuster concrètement, le démontrer en rompant avec tous les dogmatismes et les proclamations.

Cela suppose se défaire des ambiguïtés et de la confusion, oui, mais aussi de toute forme de repli sur soi, de dogmatisme, d'absence de démocratie.

La construction d'un parti de masse, même petit, ne peut résulter de la simple accumulation primitive de capital militant, elle exige une politique vis-à-vis des autres forces, des autres courants du mouvement ouvrier, les communistes ayant pour principale caractéristique disait Marx de représenter à chaque étape les intérêts généraux du mouvement.

Et surtout, cela implique ne pas se défausser de ses responsabilités sur le dos de la classe ouvrière aujourd'hui trop démoralisée et qui demain rallierait celles et ceux qui auront su préserver le programme. Langue de bois et images d'Epinal !

Alors oui, nous sommes devant de vastes tâches de reconstruction qui exigent des révolutionnaires qu'ils soient à même de rassembler, de regrouper toutes les forces disponibles autour d'une politique de classe à travers des rapports démocratiques dans la perspective de la conquête du pouvoir, d'une démocratie révolutionnaire ouvrant la voie du socialisme et du communisme.

Défendre une telle perspective n'implique nullement une politique fermée aux autres forces, bien au contraire. L'histoire donne pleinement raison à nos idées, les conditions objectives qui avaient déjà profondément changé en 1995, à la fin du siècle dernier, ont mûri. Elles nous encouragent à être offensifs pour porter, face à l'effondrement des vieux partis issus du mouvement ouvrier comme à l'impasse du populisme de gauche, la perspective d'un parti des travailleurs.

Yvan Lemaître

La prétendue croissance ou les spéculations anesthésiantes de Macron

« *Ça va (vraiment) mieux* » titrait *Alternatives économiques* le 26 juin suite à la parution de la dernière note de conjoncture trimestrielle de l'INSEE qui annonçait, entre-autres, que la croissance du PIB pourrait atteindre 1,6 % en 2017. Cette réaction s'inscrit dans le climat d'euphorie qui semble s'être emparé des esprits avec l'arrivée de Macron au pouvoir. La satisfaction règne sur les visages et dans les discours des journalistes et des spécialistes qui se succèdent à la télévision pour commenter le « *phénomène Macron* », qui bénéficierait, selon eux, d'un « *alignement des planètes incroyablement favorable* » ...

Et il est vrai que cette euphorie relève bien plus de l'astrologie que d'une analyse rationnelle de la situation socioéconomique. Le banquier Macron semble avoir inoculé à une partie de la société les comportements auto-réalisateurs des boursicoteurs : si tout le monde achète, c'est que l'affaire est bonne, on achète aussi, ça fait monter les prix, c'est donc que l'affaire est encore meilleure, du coup on achète encore plus... Jusqu'à l'éclatement de la bulle.

Deux rapports ont cependant perturbé « *l'alignement* ». Le premier, venu du Conseil d'orientation des retraites, annonçait que compte tenu des perspectives économiques, l'équilibre des caisses de retraite ne serait obtenu qu'en 2040, voire 2050, au lieu de 2020 comme estimé précédemment. Vrai ou faux, cela vient à point nommé pour justifier le vieux scénario censé y remédier : reculer l'âge de départ et/ou augmenter les cotisations et/ou diminuer les pensions...

Le second émane de la Cour des comptes qui fait semblant de découvrir, scandalisée, la cavalerie budgétaire du gouvernement précédent : il manquerait de 4 à 5 milliards d'euros pour tenir les 3 % de déficit publics imposés par l'UE, une dizaine de milliards si on vise les 2,8 % auxquels s'était référé Macron dans sa campagne. Le Premier ministre, qui avait demandé cet audit, est aussitôt monté au créneau pour annoncer que, compte tenu de circonstances dont toute la responsabilité revient au gouvernement précédent – dirigé par Valls qui fait désormais partie de

sa propre majorité et dont Macron était encore ministre il y a moins d'un an—, il n'avait pas d'autre solution que de donner un nouveau tour de vis aux dépenses publiques. Le blocage du point d'indice des fonctionnaires et le retour du jour de carence annoncent la couleur !

Le ton est donné, l'austérité, ça s'aggrave du moins pour la majorité de la population.

En effet, la croissance annoncée par l'INSEE n'est que la croissance des profits et... des inégalités. Macron a beau envelopper sa politique de phrases creuses et ampoulées, comme on a pu l'entendre lors de son discours de lundi devant le Congrès, son objectif est clair : accentuer le transfert des richesses en faveur des riches et au détriment des classes populaires et tenter de profiter de l'éphémère embellie pour aider les patrons à investir afin d'accroître la compétitivité au détriment des salariés.

Cela pourrait bien lui être difficile au regard du rapport du FMI publié la veille du sommet du G20 ce week-end à Hambourg. Ce dernier met en avant les « *risques négatifs* » pour l'économie globale que peuvent représenter « *l'incertitude sur les politiques dans les économies avancées, les vulnérabilités du secteur financier et un soudain durcissement des conditions financières* », pour alerter sur la possibilité d'une « *crise financière brutale* ».

INSEE : ça va bien, mais ça pourrait aller mal...

Malgré son titre, « *Croissance solide* », et sa prévision de 1,6 % de croissance, la note de l'INSEE « *prévoit* » en fait tout et son contraire. Elle construit un scénario à partir de différents critères dont « *l'indice du climat des affaires* » est cité en premier ! Evalué tous les mois, il repose sur une enquête d'opinion réalisée auprès d'un panel de chefs d'entreprises. Il serait aujourd'hui au beau fixe, d'où l'hypothèse optimiste. Sauf que si les patrons ont le moral en hausse, c'est bien parce qu'ils pensent que la loi travail a toutes les chances de passer, leur permettant de gagner des parts de profit au détriment des salaires et certainement pas parce qu'ils compteraient sur une reprise des affaires.

Comme le reconnaît le rapport, les perspectives de croissance de l'économie n'ont pas grand-chose de réjouissant. Elles reposeraient sur trois secteurs : les services, le tourisme qui devrait repartir après une année de recul suite aux attentats, et la construction qui connaît un regain d'activité, au risque de générer une nouvelle bulle immobilière. Mais le secteur industriel poursuit son recul, avec ses vagues de fermetures, de suppressions d'emplois. Les prévisions sur le chômage, l'accentuation de la précarité ne font que confirmer ce que les jeunes et les classes laborieuses vivent tous les jours. Sans parler du secteur agricole...

Le fonctionnement de la machine à profits repose sur la possibilité ou pas pour les capitalistes de vendre, aux « *ménages* » et à l'exportation, les marchandises qu'ils produisent...

Côté « ménages », l'INSEE estime qu'en 2017 « *la consommation s'infléchirait nettement moins que le pouvoir d'achat* », tout en avouant juste après que l'inverse est tout aussi possible... Reste que deux choses ne semblent pas faire de doute : la baisse de la consommation et celle du pouvoir d'achat. La première est une conséquence logique de la seconde qui, elle, résulte, selon la note, de la combinaison de deux facteurs : hausse probable de l'inflation d'une part ; baisse des revenus de l'autre, résultant du chômage, de la précarisation de l'emploi, des politiques de régression sociale. Soit l'exact opposé d'une perspective de relance économique.

Cette croissance qu'annonce l'INSEE ne peut être en fin de compte que celles des profits. Profits qui, ne trouvant pas de terrains d'investissements suffisamment rentables à leur goût dans le secteur de la production des biens et des services en pleine stagnation, continueront à gonfler les bulles spéculatives financières. Jupiter risque de ne rien pouvoir y faire...

La « bombe à retardement » financière est toujours là

... quoi qu'en dise l'INSEE qui écrit en passant que « *la situation financière est saine* ». Bien des choses (état du déficit, de la dette...) avaient certes été glissées sous le paillason le temps de la séquence électorale. Elles n'en continuaient pas moins d'exister et refont surface aujourd'hui avec, entre autres, le rapport de la Cour des comptes.

Avec aussi, à l'échelle européenne, le retour à la une de la crise du secteur bancaire, faillite de Banco Popular en Espagne, puis de deux banques Italiennes de la région de Venise. Banco Popular a été victime de la spéculation financière et immobilière qui continue de plus belle malgré la semonce des années 2007-2008. Les deux banques vénitiennes, elles, spécialisées dans le financement des petites et moyennes entreprises, doivent leur faillite à la stagnation économique qui frappe l'Italie, toute une partie des entreprises à qui elles ont prêté de l'argent étant dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts.

Ces deux évènements récents ne sont qu'un petit aperçu de la « *bombe à retardement* » qui menace le système financier international, entre spéculation sans limite et récession économique chronique. Le FMI lui-même a donné un signal d'alerte.

Cette situation est le développement des contradictions à l'œuvre sous la pression de l'offensive patronale soutenue par les différents gouvernements depuis les premières années Mitterrand, la remontée des profits sous le fouet des remises en cause des droits du travail en prenant sur les salaires tandis que se poursuivaient les mêmes politiques antisociales et que se produisaient, à l'échelle de la planète, les bouleversements de la mondialisation libérale et impérialiste qui ont débouché sur la crise globale de 2007.

Le sursaut que l'on observe de 2013 à 2015 est, c'est l'INSEE qui le dit, dû au CICE dont on voit ainsi clairement

qu'il a servi à restaurer les profits, à défaut de créer des emplois. Effet de courte durée cependant, puisque la courbe recommence très vite à baisser. Comme un tonneau percé qu'il s'agirait d'alimenter en permanence pour tenter de maintenir le niveau...

C'est mission impossible. Il n'y a pas d'issue, on l'a vu, du côté de la « *consommation des ménages* », qui ne peut que se dégrader du fait de l'augmentation prévisible des prix et de la régression tout aussi prévisible des revenus du travail et ne pourrait trouver un semblant de palliatif que dans le recours au crédit. L'autre levier, celui des exportations, se heurte, lui, à un contexte international profondément chamboulé par les années de mondialisation libérale, forçant des multinationales puissantes à se réorganiser, à tailler dans les effectifs pour gagner des positions, voire simplement les sauvegarder. C'est ce que fait en ce moment Michelin, qui envisage de supprimer 1500 postes aux USA et en France pour se redéployer « *près de sa clientèle* ». C'est aussi ce que font, d'une façon plus générale les USA, débarrassant leur politique commerciale des discours sur les vertus du « libre échange » pour adopter le comportement ouvertement agressif de « *l'Amérique d'abord* ». C'est ce qui explique aussi l'agitation de Macron sur le terrain international, tentant, sur tous les fronts aussi bien militaires que diplomatiques, de jouer sa partition sur l'air de « *la France aussi* » ...

Inutile de dire que dans ce contexte, personne, pas même l'INSEE, ne peut croire Macron lorsqu'il prétend que la loi travail, en baissant le coût du travail, permettra aux entreprises françaises de devenir plus compétitives, de gagner des parts de marché à l'exportation et en fin de compte, de créer des emplois.

L'euphorie macronienne ne vise qu'à nous anesthésier...

A revenir sur les quarante dernières années d'évolution des rapports sociaux, on assiste à la répétition d'une même politique, des mêmes scénarios, des mêmes arguments. Avec au bout du compte les mêmes conséquences, dégradation des conditions de vie de la grande majorité, reculs démocratiques et sociaux.

Sauf que l'accumulation de ces politiques et de leurs conséquences a contribué à chambouler totalement le contexte économique et politique au cours de ces décennies, au niveau national comme international.

Sur le plan politique, les partis qui ont alterné au pouvoir en France depuis les années 1980, qui ont conduit toutes les politiques de régression sociale, en paient le prix politique par leur effondrement. Dans ce contexte de discrédit politique profond, Macron et son aréopage de managers et de patrons de start-up agrémenté de quelques vieux renards de la politique à la Ferrand ou Bayrou, le tout généreusement financé par le patronat, ont réussi à faire croire à une partie de l'électorat qu'ils étaient porteurs des méthodes qui s'imposaient désormais pour réussir « *le changement* » : celles d'un prétendu « *art du management* », de la « *vérité dite droit dans les yeux* » ...

Ils sont soutenus dans leur opération d'intoxication idéologique par les médias, les ralliements venus des autres partis parce qu'il faut « *faire gagner la France* » ...

Mais leur « vérité » n'est qu'une autre façon de mentir, de prétendre qu'une amélioration dans nos conditions de vie est possible dans le cadre de cette société, à condition d'accepter une nouvelle vague de sacrifices, de reculs sociaux et démocratiques. Cela alors que la démonstration est faite, justement, que ces politiques ont l'effet strictement inverse. Et c'est pourquoi le bluff ne fonctionnera que tant que la machine à propagande de l'Etat et les médias réussiront à convaincre que « *tout va très bien monsieur le Président* ». Le mensonge officiel a changé, mais sa crédibilité n'en sera que plus courte et débouchera sur un affrontement auquel commencent à se préparer ceux qui se pensent comme l'alternance à venir, la droite extrême et l'extrême droite. Affrontement auquel la classe ouvrière doit se préparer en organisant consciemment sa lutte contre la politique du gouvernement et du patronat.

Elle ne peut pas compter pour cela sur l'opposition que prétendent porter France Insoumise et le PCF dans un Parlement plus que jamais réduit à n'être qu'une chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs. Et les protestations « symboliques » comme celles qu'ils ont organisées le lundi 3 en boycottant le show de Macron devant le Congrès n'y changeront rien. Elle ne peut pas d'avantage compter sur les directions des confédérations syndicales qui acceptent de participer à la mascarade de « *concertations* » organisées par le gouvernement et semblent, du moins pour certaines, parties pour aller jusqu'au bout de la logique du « *partenariat social* » : la reddition sans combat.

Un programme pour les luttes et un changement révolutionnaire de la société

L'impuissance politique des uns comme les reculades sans dignité des autres sont l'expression concrète du fait que le réformisme, aussi bien politique que syndical, a perdu toute base objective. Ce qui reste, derrière l'enfumage organisé par le MEDEF, Macron et Cie, ce sont les rapports de classe dans toute leur nudité. Et cela définit les enjeux politiques qui sous-tendent les affrontements qui se préparent et pour lesquels la classe ouvrière a besoin de se donner un programme.

Un programme pour les luttes, bien sûr, mais qui ne peut se réduire au mot d'ordre de « *convergence des luttes* », a fortiori lorsque cette « *convergence* » ne se donne comme objectif que de faire pression sur les confédérations syndicales pour les pousser à organiser des luttes dont on sait, par expérience, qu'elles ne veulent pas et qu'elles s'emploieront à désamorcer dès que les conditions le leur permettront.

La seule issue, pour la classe ouvrière, est dans sa propre organisation, sur le terrain politique et aussi syndical en toute indépendance des directions d'appareils qui se sont depuis longtemps intégrés aux institutions de la société capitaliste au nom du mensonge du dialogue social. Elle

est dans le combat pour la défense de ses propres intérêts, ceux de l'immense majorité.

Le véritable intérêt général, c'est la possibilité, pour chacun, de disposer des moyens de vivre décemment, avec un emploi stable, un salaire suffisant, des services publics modernes et adaptés aux besoins. Exiger l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, avec des salaires permettant d'accéder aux biens et services que notre travail produit en abondance, est on ne peut plus légitime. Et cela n'a rien d'une utopie : l'évolution des progrès techniques, l'augmentation considérable de la productivité du travail le rendent parfaitement possible. A condition, bien sûr, que ces progrès servent à diminuer le temps de travail de tous, et pas, comme c'est le cas actuellement, à jeter de plus en plus de travailleurs au chômage et dans la précarité, tandis que ceux qui travaillent sont surexploités.

C'est en même temps la nécessité d'en finir avec une organisation économique qui accumule contradictions sur contradictions et conduit la société aux catastrophes financières, guerrières et environnementales. La Cour des comptes vient de relancer l'offensive au nom de la lutte contre les déficits publics, conséquence d'une dette qui ne cesse de s'accumuler au grand profit des banques privées et des marchés financiers. La seule réponse viable est de refuser de payer plus longtemps pour cette dette, en l'annulant purement et simplement. Elle est d'exproprier les institutions financières privées, de les regrouper au sein d'un monopole public bancaire placé sous le contrôle de ses travailleurs et de la population. C'est la seule façon d'en finir avec la folie de la spéculation qui détourne des richesses énormes vers les jeux de casino boursiers, la seule façon d'orienter les investissements vers les entreprises de production de biens et de services réellement utiles à la population, indépendamment de toute perspective de rendement financier. Produire en fonction des besoins, c'est aussi mettre fin à la concurrence destructrice qui découle des « lois du marché » en organisant la production autour d'une planification démocratique qui bénéficiera

largement des progrès réalisés dans le domaine des réseaux informatiques. Cette planification de la production est indispensable pour mettre fin aux gaspillages, mettre un coup d'arrêt au processus de destruction de l'environnement et en inverser le cours.

Répondre véritablement à l'urgence sociale, économique et environnementale, c'est s'en prendre frontalement aux fondements juridiques de la société capitaliste, la propriété privée des moyens de production et d'échange. Erigée en principe immuable par l'idéologie dominante, c'est autour d'elle que s'articulent les institutions de l'Etat dont la fonction première est d'en assurer le maintien, par tous les moyens, y compris répressifs.

Un affrontement de classe sur le terrain social et économique est indissociable d'un affrontement pour le pouvoir politique. Mais il est illusoire et dangereux de penser que cela pourrait passer par la constitution d'une nouvelle « *représentation politique* » visant à l'accession au pouvoir d'un « *gouvernement progressiste* », voire à l'écriture d'une nouvelle constitution. L'exemple de la Grèce l'a montré, un tel gouvernement se heurte immédiatement au pouvoir réel des classes dominantes, et n'a pas d'autre choix que de se soumettre.

Il n'y aura pas de raccourci. Disputer le pouvoir à la bourgeoisie, aussi bien sur le terrain social qu'économique et politique passe par la mobilisation sociale, par l'organisation de ces luttes, la mise en place, au fur et à mesure que le besoin l'exige, des liens qui constitueront la structure d'un nouveau pouvoir, démocratique, celui des producteurs associés. Ce pouvoir se construira nécessairement en opposition directe avec le pouvoir de la bourgeoisie, ses institutions, qu'il devra au bout du compte renverser pour que puissent s'instaurer de nouveaux rapports sociaux.

C'est ce scénario là qu'il nous faut aujourd'hui opposer aux discours de Macron et de ses amis, un scénario en prise directe avec les nécessités immédiates.

Daniel Minvielle

Révolution russe

Des Thèses d'avril aux journées de juillet, leçons de tactique révolutionnaire

De la Révolution russe de Février à celle d'Octobre, huit mois de batailles sociales et politiques, d'accumulation de forces révolutionnaires, de déchainement de la réaction, marqués par plusieurs crises majeures, dont les journées des 20-21 avril, 10-18 juin et 3-4 juillet, ont transformé profondément la conscience de la classe ouvrière. Mais quand éclate en avril la première grande crise politique après la Révolution de Février, bien peu nombreux sont ceux qui voient dans le double pouvoir du Gouvernement provisoire et des Soviets, le début d'une opposition à mort entre le régime bourgeois et l'embryon d'un pouvoir ouvrier.

A travers ces crises, la classe ouvrière a tiré les leçons de ses propres expériences pour se libérer de l'union nationale républicaine et conquérir son indépendance de classe, mesurer ses forces face à la bourgeoisie, construire l'unité des classes populaires contre le gouvernement et l'Etat, comprendre que face à l'Etat, il n'y aurait pas de conciliation possible.

A travers ces ruptures, elle s'est préparée à la conquête du pouvoir.

Dans un texte écrit en juillet 1917, *Trois crises*, Lénine insiste sur l'importance d'*« examiner l'enchaînement historique des événements et la signification politique*, c'est-à-

dire la signification de classe *des péripéties actuelles de la révolution*. » Dégager de chaque étape de la révolution sa « *signification de classe* », comprendre comment les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie se transforment au cours de la lutte de classe, pour agir en leur sein et préparer les suivantes.

Trotsky raconte dans son *Histoire de la Révolution russe* que Lénine disait et écrivait souvent qu'il faut « *expliquer patiemment* » ... et faire confiance au mécontentement grandissant des masses, à leur apprentissage politique. Cela s'applique aussi au parti bolchévik qui s'est profondément transformé à travers ces trois crises. Les caricatures le présentent comme un parti entièrement sous la férule de Lénine ; ou comme un parti « tout fait » qui aurait conduit sans faille le prolétariat... Absurdités qui effacent les transformations dont il a dû être capable, les crises qu'il a dû surmonter pour mettre en œuvre une véritable stratégie pour la prise du pouvoir et en devenir l'outil, un dépassement dont il aurait été incapable sans ses liens profonds avec la classe ouvrière. Pour cela, les militants ont dû donner un contenu politique concret à l'indépendance de classe, à la rupture politique et morale avec la bourgeoisie, dépasser les proclamations révolutionnaires pour définir une politique pratique, être le parti de la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

Avril, de l'union nationale à la rupture

La Révolution de Février renverse le régime tsariste et installe un gouvernement bourgeois. « *Pourquoi n'a-t-on pas pris le pouvoir ? ... La puissance matérielle est dans les mains du prolétariat, mais la bourgeoisie s'est trouvée là, consciente et préparée. [...] on n'a pas pris le pouvoir parce qu'on n'était ni organisés, ni conscients* », explique alors Lénine.

La révolution, par la grève générale et l'insurrection, était bien l'œuvre des classes populaires et principalement de la classe ouvrière des grandes villes, mais elles laissent les partis bourgeois constituer un Gouvernement provisoire attendant de lui qu'il réponde à leurs revendications, « *la paix, le pain, la terre* »... à la tête d'un Etat qui restait celui des classes dominantes, aristocratie et grande bourgeoisie, poursuivant la guerre impérialiste, servant à faire prospérer les affaires des capitalistes.

Mais les classes populaires constituent aussi des conseils d'usines, des soviets de villes, de régions, des assemblées démocratiques pour confier à leurs représentants fréquemment élus, un pouvoir de décision de plus en plus important, réduisant d'autant le pouvoir du Gouvernement provisoire. Ce double pouvoir qui se met en place contient dès le mois de Février, l'opposition entre les intérêts bourgeois et les intérêts ouvriers, sous la forme d'une conciliation instable. Les partis ouvriers majoritaires dans les soviets à ce moment-là, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, défendent la conciliation entre les deux pouvoirs, satisfaits de la révolution démocratique qui vient d'avoir lieu.

Cette union nationale s'exprime notamment au mois de mars et à la mi-avril, dans de grandes manifestations, en défense de la révolution, pour les morts de la guerre, réunissant des pacifistes aux patriotes, des ouvriers aux bourgeois.

La direction du parti bolchévik, en l'absence de Lénine exilé depuis des années, repose à Pétrograd essentiellement sur Kamenev. Elle ne rompt pas avec cette confusion. Trotsky décrit que « *le premier mois de la révolution avait été, pour le bolchévisme, un temps de désarroi et de tergiversations* ». « *Ils agissaient non pas en tant que représentants d'un parti prolétarien qui se prépare à ouvrir de son propre chef la lutte pour le pouvoir, mais comme l'aile gauche de la démocratie qui, en proclamant ses principes, se dispose, pour une durée indéterminée, à jouer le rôle d'une opposition loyale* » (*Histoire de la Révolution russe*).

Dans cette direction, personne ne pense que la révolution peut conduire vers une autre étape, socialiste. Pour elle, « *la tâche essentielle est d'instituer un régime républicain démocratique* ». Staline va même jusqu'à théoriser une division du travail entre d'un côté les soviets qui font avancer la révolution, et de l'autre le gouvernement bourgeois qui en consoliderait les acquis !

Pour sortir de cette confusion, il fallait être capable de voir dans les affrontements au sein de cette première phase de la révolution, les éléments qui donneraient pleinement corps à une deuxième phase, l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il avait déjà commencé dans les usines et les régiments, mais pour y voir sa « *signification de classe* », un pas vers une nouvelle révolution prolétarienne... il fallait avoir clairement cet objectif.

Lénine, en exil, préparait cet objectif. Dès le mois de mars, par des courriers, il appelle les dirigeants bolchéviks à retrouver leur indépendance politique : « *Notre tactique : complète défiance, aucun soutien au nouveau gouvernement ; ... armement du prolétariat - seule garantie* ». A la recherche du chemin vers le pouvoir des travailleurs, il voit dans les soviets, les grèves, et les manifestations armées, les éléments qui y conduisent : « *les ouvriers de Russie sont entrés dans cette voie dès la première étape de la première révolution, en février-mars 1917. Le tout maintenant est de bien comprendre ce qu'est cette voie nouvelle et de continuer à la suivre avec hardiesse, fermeté et ténacité. [...] Le prolétariat, s'il veut conquérir la paix, le pain et la liberté, doit démolir cette machine d'Etat «toute prête» et la remplacer par une autre, en fusionnant la police, l'armée et le corps des fonctionnaires avec l'ensemble du peuple en armes [...] tous les éléments pauvres et exploités de la population, afin qu'eux-mêmes prennent directement en main les organes du pouvoir d'Etat et forment eux-mêmes les institutions de ce pouvoir.* » (*Lettres de loin*).

Quand Lénine réussit à rejoindre la Russie début avril, il défend les *Thèses d'avril* qui prolongent cette même stratégie. Il est isolé et combattu dans la direction du parti qui

reste sur sa position d'opposition de gauche au Gouvernement provisoire et au Comité exécutif du soviet, voulant limiter le rôle du prolétariat à celui d'une force d'appoint de la révolution bourgeoise qu'ils pensent indépassable. La crise est profonde et publique entre ces deux lignes inconciliables, qui renvoient à des années de divergences au sein de la social-démocratie russe sur la question de la révolution.

Avec les *Thèses d'avril*, Lénine reprend à son compte la théorie de la révolution permanente formulée par Trotsky en 1905 : en Russie, vu l'arriération de la bourgeoisie, le prolétariat sera la force principale de la révolution démocratique bourgeoise, entraînant derrière lui la paysannerie pauvre, et il engagera dans le même temps, le début d'une révolution socialiste, par des mesures contre la propriété privée et contre l'Etat bourgeois, une révolution qui ne pourra atteindre pleinement son objectif que si elle s'étend aux autres pays d'Europe plus avancés. C'est bien ce qui est en train de se passer et que formule Lénine : « *Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie* » (*Thèses d'avril*).

La lutte de classes transforme les consciences : aucune des revendications ouvrières ne trouve de réponse, à commencer par l'arrêt de la guerre. La colère s'accumule. Des régiments commencent à dire « *quand aura-t-on la paix ? quand arrêtera-t-on d'être envoyés au front ?* ». Le gouvernement bourgeois répond par des déclarations d'atermoiement hypocrites, et le Comité exécutif du soviet n'a rien à redire.

Ces contradictions brisent l'union nationale à la fin avril. Des déclarations ministrielles favorables à la guerre provoquent des manifestations spontanées, les 20 et 21 avril. Les bolchéviks organisent la manifestation du 21 et avancent le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets !* » pour faire le lien entre l'opposition à la guerre et la question du pouvoir. Leur tactique est d'accompagner le mouvement, lui faire franchir des pas en avant, sans l'isoler des plus larges masses de province et du front.

Le même jour, les forces réactionnaires organisent à leur tour une manifestation pour les intérêts de l'impérialisme russe. Le général Kornilov prépare ses troupes à la répression contre les ouvriers. Le Comité exécutif du soviet réussit à faire redescendre les tensions, en exigeant des promesses pacifistes du Gouvernement provisoire... mais se garde bien d'imposer la moindre sanction à Kornilov.

A l'issue de ces deux journées, la rupture est profonde. A Pétrograd, les ouvriers s'émancipent du gouvernement bourgeois, mais aussi des partis dirigeant le Soviet. Nombre d'entre eux quittent les bolchéviks pour rejoindre les bolchéviks. Dans les conseils d'usines ou soviets locaux, ces derniers gagnent des positions, deviennent parfois majoritaires. Et au sein du parti bolchévik, les thèses de

Lénine l'emportent lors d'une conférence large à la fin du mois d'avril, grâce à la base ouvrière du parti, qui compte à ce moment-là près de 80 000 membres dont 15 000 à Pétrograd. Les thèses répondent aux problèmes posés par la crise que viennent de vivre ces milliers de militants avec le prolétariat.

Juin : les deux classes face à face

Au cours des journées de juin, un nouveau palier est franchi : prolétariat et bourgeoisie vont mesurer leurs forces.

La colère des classes populaires s'accumule. Faim, pénurie, lock-outs pour les travailleurs, spéculation des classes riches, poursuite de la guerre : les tensions s'aiguisent. Le Gouvernement provisoire décide une grande offensive militaire, promise à ses alliés, dont les objectifs sont clairement impérialistes. Des régiments refusent, menacent le gouvernement. Des soviets locaux adoptent des résolutions comme celle-ci « *Nous protestons contre l'aventure du Gouvernement provisoire qui mène l'offensive pour de vieux traités de pillage... et nous rejetons toute la responsabilité de cette politique d'offensive sur le Gouvernement provisoire et sur les partis qui le soutiennent, menchéviks et socialistes-révolutionnaires* ».

Le parti bolchévik appelle à une manifestation pacifique et armée contre la guerre le 10 juin. La manifestation est interdite et le parti décide de ne pas la maintenir, vu les risques de répression.

Le 18 juin, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui sont entrés depuis un mois au gouvernement, appellent à leur tour à une manifestation pour marginaliser les bolchéviks, en mettant en avant des mots d'ordre pacifistes et républicains : « *Paix générale !* », « *République démocratique !* », « *Convocation de l'Assemblée constituante* ».

Les bolchéviks relèvent le défi et décident d'appeler eux-aussi à cette manifestation, voyant qu'elle serait essentiellement ouvrière, mais pour y faire entendre leurs mots d'ordre.

La manifestation n'a plus rien à voir avec les grands défilés de l'union nationale de mars : plus de bourgeois, plus de classes moyennes, uniquement les usines et les casernes. Et dans toute la manifestation, les mots d'ordre et banderoles sont ceux des bolchéviks : « *Tout le pouvoir aux soviets* », « *A bas les 10 ministres capitalistes* », « *A bas l'offensive* », et même cette pancarte d'un cortège d'usine « *Le droit de vivre est au-dessus du droit de la propriété privée !* ». Trotsky précise qu'elle n'avait été suggérée par aucun parti...

Menchéviks et socialistes-révolutionnaires sont déconfits. Les patriotes laissent éclater leur haine en manifestant à leur tour le lendemain. L'affrontement est évité. Les deux classes sociales, classe ouvrière et bourgeoisie, affirment leur politique, mesurent leurs forces. Mais les classes populaires sont encore loin d'être unies par un même niveau de conscience. Plus organisée et politisée, mais aussi directement confrontée au pouvoir central de l'Etat, la classe ouvrière de Pétrograd connaît des évolutions de conscienc-

ces plus rapides que dans d'autres villes. De même, les régiments au front qui sont sous le feu et sous la coupe de la propagande réactionnaire des officiers, n'évoluent pas au même rythme que ceux de l'arrière où l'influence des idées révolutionnaires progressent plus vite.

Juillet : comment prendre le pouvoir ?

Trotsky écrit « *même les couches les plus disciplinées de la classe ouvrière, même les larges sphères du parti bolchévik, commençaient à perdre patience ... La manifestation du 18 juin découvrit à tous que le gouvernement n'avait aucun appui 'Qu'est-ce qu'ils attendent donc, ceux de là-haut ?' demandaient les soldats et les ouvriers, songeant non plus seulement aux leaders conciliateurs, mais aussi aux institutions dirigeantes des bolchéviks* » (*Histoire de la Révolution russe*).

A la fin du mois de juin, dans les régiments et les usines les plus politisés, des motions sont votées pour en finir avec le gouvernement. Des régiments et comités d'usine de Pétrograd décident d'appeler à de nouvelles manifestations en armes les 3 et 4 juillet. Ils se sentent majoritaires, sûrs de leurs forces.

Les bolchéviks mesurent que les conditions sont en train de murir pour la prise du pouvoir mais qu'elle est encore prématurée à l'échelle du pays. Ils font leur possible pour convaincre que cette manifestation insurrectionnelle risque de subir une répression terrible et qu'il faut l'ajourner. Ils ne peuvent pas l'empêcher et leur tactique est alors de l'accompagner, d'en faire une manifestation pacifique, pour limiter les provocations et les affrontements. Tous les mots d'ordre sont les leurs.

La manifestation du 4 juillet, particulièrement massive, se dirige vers le Soviet pour l'appeler à prendre le pouvoir contre le Gouvernement provisoire. Majoritaires au Soviet, menchéviks et socialistes-révolutionnaires refusent d'obéir à la rue. La manifestation se poursuit, quelques affrontements ont lieu, faisant plusieurs morts, mais elle se termine à l'appel des bolchéviks.

Trotsky écrit « *Maintenant, cet appel ne rencontrait presque plus de résistance dans des milieux de la base. Les masses refluerent vers les faubourgs et ne se disposaient pas à recommencer la lutte le lendemain. Elles avaient senti que la question du pouvoir du Soviet se présentait d'une façon beaucoup plus compliquée qu'elles ne l'avaient cru.* » (*Histoire de la Révolution russe*). La tactique des bolchéviks avait permis d'éviter le bain de sang redouté, la classe ouvrière avait fait l'expérience jusqu'au bout du refus des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir pour le prolétariat, alors qu'ils l'avaient accepté en entrant dans le gouvernement bourgeois... et qu'ils cautionnent et encouragent la réaction policière qui se déchaîne alors contre les bolchéviks pendant le mois de juillet.

La classe ouvrière était devant la question clé de la révolution prolétarienne : comment prendre le pouvoir pour elle-même, renverser l'Etat des classes dominantes et le remplacer par le sien ?

Le parti de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes

Dans chacune de ces crises, le rôle du parti bolchévik et de Lénine ont été déterminants. Trotsky explique que « *La principale force de Lénine consistait en ceci qu'il comprenait la logique interne du mouvement et réglait d'après elle sa politique. Il n'imposait pas son plan aux masses. Il aidait les masses à concevoir et réaliser leurs propres plans.* »

« *Est-il si difficile de comprendre que nul bolchevik ne saurait 'provoquer' ni trois ni même un seul 'mouvement populaire' si les raisons économiques et politiques les plus profondes ne mettaient le prolétariat en branle ?* » écrit Lénine dans Trois crises, le « *mécontentement général et irrépressible des masses, [la] surexcitation des masses contre la bourgeoisie et son gouvernement* » sont « *le fond des choses* », le seul point d'appui qui permet de faire avancer la révolution, vers une étape qui n'avait jamais été atteinte, la prise du pouvoir à l'échelle d'un pays par la classe ouvrière.

L'activité militante de la base ouvrière du parti, dans les grèves, les comités d'usine, les soviets locaux, conduisait vers ce dénouement, même dans les premières semaines de confusion de mars et avril. Un vieux militant cité par Trotsky dit « *Nous nous orientations inconsciemment vers la révolution prolétarienne, croyant nous diriger vers la révolution démocratique bourgeoise* ». La démarche de Lénine consistait à rendre consciente l'activité réelle, à lui donner sa « *signification de classe* » en l'inscrivant dans une perspective.

Et l'activité réelle des militants ouvriers bolchéviks, contrairement aux menchéviks, avait été de s'affronter aux patrons des usines, à la bourgeoisie : « *Les ouvriers bolchéviks, aussitôt après l'insurrection (de février), avait pris sur eux l'initiative de la lutte pour la journée de huit heures ; les menchéviks déclaraient prématurée cette revendication. Les bolchéviks dirigeaient les arrestations des fonctionnaires tsaristes, les menchéviks s'opposaient aux 'excès'. Les bolchéviks entreprirent énergiquement de créer une milice ouvrière, les menchéviks enrayaient l'armement des ouvriers, ne désirant pas se brouiller avec la bourgeoisie.* » (*Histoire de la Révolution russe*).

C'est bien cette lutte des classes résolue menée par les militants qui a trouvé son expression dans les Thèses d'avril et qui a permis à cette stratégie de l'emporter, à travers les différentes étapes de la révolution.

A propos des trois crises d'avril, juin et juillet, Lénine expliquait que « *chaque pas en avant de la révolution est provoqué ou forcé par une intervention directe des masses, complètement inattendue* » (*Trois crises*). Les étapes franchies par le prolétariat, notamment à Pétrograd, et c'étaient autant de leçons politiques pour l'ensemble des classes populaires du pays, le temps qu'elles les vivent à leur tour, qu'elles se les approprient : conquête de l'indépendance de classe ; compréhension de l'affrontement avec la bourgeoisie ; problèmes de la prise du pouvoir...

Aucune de ces étapes ne pouvaient être brûlées par un coup de force pour prendre le pouvoir.

Ce qui unit Lénine et Trotsky avec la base ouvrière du parti, c'est leur confiance dans ces évolutions, « *de profonds processus moléculaires qui soudaient en un tout politique les éléments hétérogènes de la classe ouvrière* » écrit Trotsky. Lénine développe : « *Au Soviet, notre parti est en minorité... Rien à y faire ! Il ne nous reste qu'à expliquer patiemment, persévéramment, systématiquement,*

l'aberration de leur tactique. Tant que nous sommes en minorité, nous accomplissons un travail de critique pour dégager les masses de l'imposture. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses se détachent par expérience de leurs erreurs. » L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

François Minvielle